

## Tribune féministe internationale d'appel au boycott du Forum Mondial des Femmes pour la Paix

### Description

*Nous re-publions ci-dessous cette tribune qui dénonce l'instrumentalisation de l'instrumentalisation du discours de la paix au service du statu quo colonial en Palestine et pour appelle au boycott du Forum mondial des femmes pour la paix organisé à Essaouira.*

Septembre 2025



Nous, militantes et organisations féministes, dénonçons et appelons au boycott international du Forum Mondial des Femmes pour la Paix, organisé par le mouvement *Guerrières de la Paix* les 19 et 20 septembre à Essaouira, au Maroc.

Créé en France en 2022, *Guerrières de la Paix* se présente comme un collectif de femmes juives et musulmanes « pour la paix, la justice et l'égalité ». Depuis le déclenchement de la guerre génocidaire menée par Israël contre Gaza, il déploie une intense propagande qui instrumentalise une rhétorique humaniste pour défendre le statu quo colonial. Sa mise en avant par les médias dominants – notamment en France – contribue à marginaliser les voix qui dénoncent le génocide.

Dans son discours, le collectif met sur un même plan l'état sioniste et la résistance palestinienne, réduisant la réalité coloniale à un « conflit » symétrique entre deux camps. Selon sa fondatrice Hanna Assouline, « il va falloir panser de nombreuses plaies, être capables de pardonner. La liberté et la sécurité des deux peuples sont interdépendantes » (*Sud-Ouest Dimanche*, 10 novembre 2024). Une telle vision nie l'asymétrie entre une puissance coloniale d'occupation et un peuple opprimé qui lutte pour sa survie et sa dignité. Alors qu'Israël intensifie son offensive pour imposer l'occupation totale de Gaza et poursuivre la colonisation en Cisjordanie, *Guerrières de la Paix* réduit cette violence structurelle à la seule politique du gouvernement Netanyahu, sans remettre en cause le sionisme comme projet colonial génocidaire.

Le collectif, qui prétend incarner une voix nuancée, renvoie pourtant dos à dos les soutiens des massacres commis par Israël et le mouvement de solidarité internationale avec le peuple palestinien qui réclame une fin au génocide.

*Guerrières de la Paix* en appelle à la « responsabilité des femmes » et au « rapport pragmatique qu'elles ont à la vie et à l'engagement » pour mettre fin au « conflit ». La

sororité, à l'origine en socle du mouvement féministe, est ainsi convoquée pour exiger que les femmes israéliennes et palestiniennes refusent toute assignation à un camp et agissent main dans la main. Ce narratif est d'ailleurs mis en scène lors de mobilisations comme à Paris ou à Cannes, où des femmes juives et arabes se sont réunies derrière des slogans humanistes volontairement vagues et consensuels qui occultent les massacres quotidiens infligés depuis près de deux ans au peuple palestinien par l'armée d'occupation israélienne, touchant de manière disproportionnée les femmes et les enfants.

Un tel discours efface également le rôle décisif joué par les femmes dans les luttes de libération nationale, y compris dans la résistance palestinienne. Il s'inscrit dans la continuité de l'instrumentalisation du féminisme par les puissances impérialistes, qui l'utilisent pour légitimer leurs guerres coloniales et diviser les peuples opprimés.

Ce féminisme pacifiste incarné par les *Guerrières de la Paix*, qui trouve un large écho dans les médias et auprès de certaines élites politiques, économiques et culturelles en Occident et dans le monde arabe, met en avant la résolution 1325 adoptée par l'ONU en 2000 qui promeut une participation accrue des femmes dans les processus de paix, comme aime à le rappeler Hanna Assouline. Mais pour le collectif, le recours au droit international est sélectif : les droits que l'ONU reconnaît au peuple palestinien à l'autodétermination, droit au retour, légitimité de la lutte armée sont niés, et la résistance assimilée au terrorisme. Par ailleurs, l'organisation refuse de parler de génocide malgré les constats de l'ONU et de la Cour Internationale de Justice, préférant utiliser un langage adouci pour qualifier la barbarie israélienne.

En mai 2025, le collectif a accompagné une délégation de députés français au Sommet pour la Paix à Jérusalem, organisé par des ONG israéliennes, alors que plusieurs élus français et européens s'apprêtaient à interdire l'entrée en Israël en raison de leur critique du gouvernement Netanyahu et de sa politique. Tandis que la bande de Gaza traversait une crise humanitaire extrême, les discours du Sommet appelaient à la paix et à la reconnaissance de l'État palestinien, dans des termes aux contours flous. Les interventions les plus concrètes furent celles du président Emmanuel Macron (par message vidéo) et du tandem Ehud Olmert, ex-Premier ministre israélien qui a mené la guerre contre le Liban, et Nasser Al-Kidwa, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne : reconnaissance d'un Etat palestinien, mais dans des conditions qui en font *de facto* un État vassal.

En août 2025, le collectif a promu des rassemblements organisés notamment à Beit Jala en Cisjordanie contre la famine à Gaza, réunissant Israéliens et Palestiniens. En présentant ces mobilisations comme porteuses d'espoir et en contribuant à invisibiliser le fait qu'Israël a annoncé, quelques mois plus tôt, le développement de nouvelles colonies dans la région de Beit Jala, le collectif participe de fait au blanchiment de crimes coloniaux.

La stratégie des *Guerrières de la Paix* est claire : dépolitiser la solidarité internationale pour la réduire à sa dimension humanitaire et évacuer la question centrale, à savoir la libération de la Palestine. L'organisation du Forum mondial des Femmes pour la Paix à Essaouira s'inscrit dans cette même logique de légitimation d'Israël et de promotion de la normalisation de ses relations avec les régimes arabes, malgré le rejet massif des peuples de la région.

Présenté comme un rassemblement international de militantes israéliennes, palestiniennes, iraniennes, afghanes, marocaines et autres, ce forum ambitionne de lancer un « appel international

des femmes pour la paix Â». En réalité, il cherche à imposer un « nouveau narratif de paix » visant à neutraliser la mobilisation féministe internationale, aujourd'hui fortement engagée aux côtés du peuple palestinien dans une tradition anti-impérialiste et internationaliste.

En tant que féministes, nous dénonçons avec force l'instrumentalisation de nos luttes pour blanchir les crimes commis par l'État colonial israélien. Nous affirmons haut et fort : la Palestine est une lutte féministe. C'est pourquoi nous rejetons toute rhétorique de paix qui ne s'accompagne pas d'un soutien clair et explicite au mouvement de libération du peuple palestinien.

**Pas de paix sans justice, pas de justice sans libération de la Palestine.**

## Premières signatures

### Militantes et personnalités

Hana Abbes, Avocate (Tunisie)

Mariam Abu Daqqa, Dirigeante au sein du Front populaire de libération de la Palestine et militante politique et associative féministe (Palestine)

Imane Ait Ben Amar, Militante BDS Maroc à Boycott, Désinvestissement et Sanctions (Maroc) Samah Aouadi, Militante politique (Tunisie)

Ariella Aicha Azoulay, Ecrivaine, chercheuse, cinéaste expérimentale et commissaire d'archives anticoloniales (Etats-Unis)

Salima Belemkaddem, Présidente de l'association Mouvement Maroc Environnement 2050 (Maroc)

Amira Belhadj Rhouma, Militante (Tunisie)

Meriem Belhiba, Journaliste (Tunisie)

Yessa Belkhodja, Militante décoloniale, co-fondatrice du Collectif de droit des jeunes du Mantois (France)

Siham Benchekroun, Ecrivain et fondatrice du Collectif marocain Blouses Blanches pour la Palestine (Maroc)

Kenza Benjelloun, Artiste visuelle (Maroc)

Dounia Benslimane, Actrice culturelle et associative (Maroc)

Tithi Bhattacharya, Historienne et militante féministe (Etats-Unis, Inde)

Latifa Bouhsini, Universitaire et féministe (Maroc)

Oumaima Boukari, Militante BDS Maroc à Boycott, Désinvestissement et Sanctions (Maroc)

Chaimaa Boukharsa, Militante et cofondatrice de Afrocolectiva (Espagne)

Houria Bouteldja, Autrice, militante d'anticoloniale (France)

Souad Brahma, Présidente de l'Association Marocaine des Droits Humains (Maroc)

Henda Chennaoui, Militante féministe (Tunisie)

Fatiha Cherribi, Militante des Droits humains (Maroc)

Ismahane Chouder, Enseignante et formatrice, militante féministe antiraciste (France)

Raja Dahmani, Association Tunisienne des Femmes Démocrates (Tunisie)

Sonia Dayan-Herzbrun, Sociologue, Professeure d'histoire à l'Université Paris Cité (France)

Marianne Ebel, Philosophe et militante dans le Collectif de la Grande féministe et la Marche Mondiale des Femmes (Suisse)

Layla El Mossadeq, Militante féministe (Maroc)

Angele Galea, Artiste et activiste (Malte)

Fanny Gallot, Historienne et militante féministe (France)

Natalia Hirtz, Sociologue féministe, chercheuse au GRESEA (Belgique)

Sarah Kaddoura, Militante féministe, chanteuse Haki Nasawi (Palestine)

Amina Khalid, Militante féministe, ancienne présidente de l'Association des Femmes Progressistes (Maroc)

Tamara Knezevic, syndicaliste et militante du collectif de la Grande féministe (Suisse)

Aurore Koechlin, Autrice, militante féministe (France)

Zohra Koubia, Militante féministe Amazighe et défenseuse des droits humains (Maroc)

Teresa Larraga, Comédienne et metteuse en scène, militante dans le Collectif neuchâtois de la Grande féministe (Suisse)

Simone Longo de Andrade, Militante des droits humains (Portugal)

Imen Louati, Militante (Tunisie)

Seloua Luste Boulbina, Philosophe et militante (France)

Bahija Lyoubi, Productrice (Maroc)

Rania Majdoub, Enseignante et militante anticoloniale (France)

Morgane Merteuil, Militante féministe (France)

Agnès Adélaïde Metougou, Chargée de programmes, Plateforme d'Information et d'Action sur la [Dette](#) et membre de la coordination des luttes féministes du CADTM-Afrique (Cameroun)

Vanessa Monney, Militante du collectif de la Grève féministe et secrétaire de la commission féministe du Syndicat des Services Publics Vaud (Suisse)

Nabila Mounib, Parlementaire, Parti Socialiste Unifié (Maroc)

Naima Ouahli, Militante des droits humains et féministe (Maroc)

Hajar Raissouni, Journaliste et chercheuse en histoire contemporaine (Maroc)

Geneviève Rail, Professeure éminente distinguée, Institut Simone De Beauvoir, Université Concordia (Canada)

Najat Razi, Militante féministe (Maroc)

Simone Rudolphi, Photographe et éducatrice (Allemagne)

Jamila Saadoune, Militante féministe (Maroc)

Catherine Samary, Féministe altermondialiste, membre de l'Union Juive Française pour la Paix UJFP et du Conseil scientifique d'Attac France (France)

Kenza Sefrioui, Éditrice (Maroc)

Aicha Sekmasi, Militante des droits humains, ancienne présidente de l'association La Voix des Femmes Marocaines (Maroc)

Hadeel Shatara, Féministe et prisonnière palestinienne libérée (Palestine)

Michelle Sibony, Membre de l'Union Juive Française pour la Paix UJFP (France)

Sara Soujar, Avocate en formation et défenseuse des droits humains (Maroc)

Fatima Tamni, Parlementaire, Fédération de la Gauche Démocratique (Maroc)

Khadija Tnana, Présidente de la Fondation Khadija Tnana pour la Culture et les Arts (Maroc)

Korotoumou Traore, Femme leader et membre de la Coordination des Luttes féministes du CADTM-Afrique (Mali)

Françoise Vergès, Autrice, militante féministe d'anticoloniale (France)

Ivonne Yañez, Féministe et militante environnementale (Equateur)

Najat Zemmouri, Militante des droits humains et féministe, première vice-présidente de la Ligue tunisienne pour la Défense des Droits Humains (Tunisie)

---

## Organisations

Alliance of Internationalist Feminists (Allemagne) Association Al Anouar (Maroc) Association Al Basma pour le Développement des Femmes rurales et des Enfants (Maroc) Association Al-Amal pour le développement féminin Al Hoceima (Maroc) Association Al-Tawama pour la Formation et la Qualification des Femmes rurales (Maroc) Association Amal Mouvement féminin pour une Vie meilleure (Maroc) Association Aspirations féminines (Maroc) Association Assaïda Al Horra pour la Citoyenneté et l'Égalité des Chances (Maroc) Association Chaml pour la Famille et les Femmes (Maroc) Association Chems pour le Développement (Maroc) Association de la Maternité, Inzeguane (Maroc) Association du Bien-être des Femmes à Essaouira (Maroc) Association Elwafae féminine pour le Développement (Maroc) Association Forum des femmes pour l'Égalité et le Développement au nord du Maroc (Maroc) Association Mains Libres (Maroc) Association Marocaine des Femmes Progressistes (Maroc) Association Marocaine pour les Droits des Femmes (Maroc) Association Noor pour l'hébergement des mères et des enfants Sidi Benour (Maroc) Association Touya pour le Travail féminin (Maroc) Association Voix de Femmes marocaines (Maroc) Collectif Khmissa (Maroc) Comité Femmes ATTAC CADTM Maroc (Maroc) Coordination de la Marche Mondiale des Femmes Côte d'Ivoire [MMF-CI](#) (Côte d'Ivoire) Coordination des Luttes féministes du CADTM-Afrique (Afrique) Du Pain et des Roses (France) Forum marocain des femmes à Safi (Maroc) Groupe des Jeunes Femmes pour la Démocratie (Maroc) Initiative pour la Protection des Droits des Femmes (Maroc) Kessem Juives féministes Décoloniales (France) La Fondation du Journal féministe Algérien (Algérie) L'Observatoire marocain des violences faites aux femmes à Oyoune Nissaiya (Maroc) Revue Moussawat (Maroc) Union de l'Action féminine (Maroc) Union des femmes de l'Éducation au Maroc, affiliée à la Fédération nationale de l'Éducation FNE (Maroc)

**date créée**

2025/09/23